

Collection



Documents de politiques



ÉNERGIE: SÉCURITÉ ET INFLUENCE EN AMÉRIQUE DU SUD

Les commentaires et recommandations qui suivent sont issus des présentations réalisées lors du colloque « Énergie et sécurité dans les Amériques ». Cet événement a eu lieu le vendredi 13 mai 2011 et a été organisé par le Centre d'études interaméricaines (CEI) en collaboration avec le programme Paix et sécurité internationale (PSI) de l'Institut québécois des hautes études internationales (IQHEI) dans le cadre de la 8^e édition de l'École internationale d'été sur les Amériques. Les commentaires, recommandations et opinions qui suivent n'engagent que les présentateurs.

LE CONTEXTE

Depuis quelques années, d'importantes fluctuations en matière de sécurité énergétique sont survenues dans les Amériques, ce qui, à plusieurs égards, a entraîné des changements substantiels dans l'ordre géopolitique du continent. Afin d'approfondir la question, six conférenciers ont présenté cet enjeu sous des angles particuliers lors de ce colloque d'une journée qui était divisé en deux parties. En avant-midi, c'est la problématique de la sécurité et de la vulnérabilité énergétique de l'Amérique du Nord qui a été discutée, alors que la question de l'énergie sur un plan plus général en Amérique du Sud a été abordée durant la deuxième moitié de la journée.

LES CONSTATS

Source de conflits ou de coopération

- Les tentatives de coopération et d'intégration énergétique à un niveau multilatéral sur le continent sud-américain ont été, jusqu'à maintenant, un échec. Les avancées en la matière ont été plus fructueuses sur le plan bilatéral, essentiellement en ce qui concerne la vente de pétrole et de gaz à des tarifs préférentiels, ainsi que l'interconnexion pour la distribution de gaz et d'électricité.

- L'Initiative énergétique hémisphérique (lancée dans le cadre du premier Sommet des Amériques de Miami en décembre 1994) s'est soldée par un échec au début des années 2000 à cause du trop grand rôle que devaient y jouer les entreprises privées.

- Les États-Unis surveillent de très près ce qui se passe en Amérique latine sur le plan énergétique, étant donné qu'environ 30 % du pétrole qui est consommé aux États-Unis provient de cette région stratégique.

- Les ressources énergétiques en Amérique du Sud ne sont pas réparties uniformément : bien que les réserves de combustibles fossiles affichent un surplus dans le sous-continent, peu de pays peuvent en exporter et la majorité d'entre eux doivent en importer pour combler leurs besoins en la matière.

Le Brésil, puissance énergétique

- La politique énergétique brésilienne est en train de changer la donne pour le Canada et le Québec, de même que pour toutes les grandes puissances énergétiques du monde, qui devront ajuster leur propre politique énergétique en fonction de ce qui surviendra au Brésil dans ce secteur d'activité.

- Depuis quelques années, le gouvernement brésilien réalise des investissements majeurs dans le domaine de l'énergie et du développement d'infrastructures.

- La stabilité fiscale et monétaire qui règne au Brésil attirera fort probablement davantage d'investissements directs étrangers et favorisera par le fait même le développement du pays.

- Le Brésil risque de surpasser le Mexique et le Venezuela en ce qui a trait à la production d'énergie et il pourrait donc devenir un producteur particulièrement stable et digne de confiance.

- Si une montée en puissance significative en matière de production énergétique devait survenir au Brésil, cela entraînerait certainement des modifications sur le plan de sa politique étrangère et son rôle politique dans le monde deviendrait encore plus important.

- La diversité de la matrice énergétique brésilienne offre de nombreuses possibilités à ce pays comparativement à ce qu'on peut observer dans le reste du monde, où la plupart des pays ne possèdent qu'un nombre très limité de ressources énergétiques.

- 44 % de l'énergie produite au Brésil provient de sources renouvelables, comparativement à 14 % en moyenne pour les autres pays de la planète.

- La montée en puissance et l'influence grandissante du Brésil dans le monde pourraient favoriser une refonte du système international et ainsi faire en sorte qu'il devienne de plus en plus multilatéral, conformément à ce que souhaite le géant sud-américain.

Le pétrole vénézuélien

- Le concept de monde multipolaire est au cœur des stratégies de politique

internationale et pétrolière du président vénézuélien, Hugo Chávez. Selon cette perspective, les pays doivent former des blocs afin d'être plus performants dans leurs relations internationales; les divergences des pays membres d'un même bloc doivent ainsi être mises de côté afin que celui-ci puisse fonctionner adéquatement.

- Le Venezuela s'affaire davantage à travailler sur des accords bilatéraux avec les autres pays de la région plutôt que d'œuvrer à favoriser la propagation de sa « révolution bolivarienne » chez ses voisins.

- Le Venezuela a su maintenir de bonnes relations avec les pays de la « gauche modérée » latino-américaine et la nouvelle relation cordiale avec la Colombie s'inscrit dans un contexte de non-alignement où l'on accepte la diversité.

- Le Venezuela a joué un rôle clef au sein de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) au cours des dernières années : Hugo Chávez a travaillé très fort pour rétablir de bonnes relations avec cette organisation et c'est en bonne partie grâce aux efforts du président vénézuélien que l'Équateur a pu redevenir membre de l'OPEP en 2007. Cette situation contraste beaucoup avec le rôle effacé que le Venezuela (qui a longtemps été le seul pays non musulman de l'institution) jouait dans l'OPEP depuis la fondation de cette organisation en 1960.

- Depuis quelques années, le Venezuela ne se bat plus pour faire baisser le prix du baril de pétrole : le pays argue que la ressource a enfin atteint un prix qui se trouve à l'équilibre entre l'offre et la demande.

- À l'échelle nationale, Hugo Chávez a, en 2006, renforcé le contrôle étatique sur l'exploitation des ressources pétrolières, faisant passer de 50 à 60 % les parts de l'État dans ce secteur. Dans un certain

sens, il s'agissait d'un geste stratégique de la part du président Chávez puisque plusieurs dirigeants de la PDVSA (Petróleos de Venezuela S.A.) ont supporté le coup d'État contre son gouvernement en avril 2002, de même que la grève de l'entreprise qui l'a suivi.

PRINCIPALES CONCLUSIONS

Source de conflits ou de coopération

- L'Amérique du Sud requiert un traité énergétique avec des « règles claires », tel que celui qui est en train d'être mis au point par l'Union des nations sud-américaines (Unasur).
- Les États-Unis doivent assurer leur sécurité énergétique; ils ont donc tout intérêt à diversifier leurs sources d'approvisionnement afin de se protéger contre d'éventuels conflits géopolitiques en Amérique latine.

Le Brésil, puissance énergétique

- Le Brésil devrait développer un avantage comparatif dans la production d'énergies propres, ce qui pourrait s'avérer être très lucratif à moyen terme.
- Puisque leur avenir est de plus en plus étroitement lié à celui du Brésil, les petits pays voisins du géant sud-américain devraient être tentés de conclure divers partenariats avec celui-ci.

Le pétrole vénézuélien

- Il ne faut pas considérer le président Chávez comme étant si radical, essentiellement parce qu'il continue de vendre beaucoup de pétrole aux États-Unis.

ANNEXE
PROGRAMME DU COLLOQUE

Atelier 2. Énergie : Sécurité et influence en Amérique du Sud

1. *L'énergie, source de conflits ou de coopération en Amérique du Sud.* Conférencière : **Ariela Ruiz Caro**, économiste et consultante pour la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC).

2. *Le Brésil, puissance énergétique sud-américaine.* Conférencier : **Mark S. Langevin**, directeur de BrazilWorks et professeur associé de sciences politiques à l'Université du Maryland.

3. *Le pétrole vénézuélien : source d'instabilité ou de coopération pour la région?* Conférencier : **Steve Ellner**, professeur adjoint d'affaires publiques et internationales à l'Universidad de Oriente à Puerto La Cruz (Venezuela).